



Ville de Vernon
EN NORMANDIE

Direction de l'aménagement Urbain

Voirie et réseaux

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

Tél : 0800027200

Dossier suivi par : Garnier Laurent

Email : lgarnier@vernon27.fr

Arrêté n° 0132/2021

**Occupation du domaine public (Tx) - 33, rue d'Albufera -
du 8 au 26 mars 2021**

Le Maire de la Commune de VERNON,

Vu l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,

Vu le règlement de voirie communale,

Vu le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,

Vu l'arrêté n°0552/2020 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Pauline ROBERT.

Considérant la demande de l'Association Immobilière Vernonnaise sise à Vernon (27200),
tendant à faire réaliser des travaux de ravalement de façade par l'entreprise SACC au 33, rue d'
Albufera,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent,
Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services Techniques,

ARRETE

Article 1 : Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public au droit du 33, rue d'Albufera
par la pose d'un échafaudage du lundi 8 au vendredi 26 mars 2021.

Article 2 : le stationnement sera interdit, considéré comme gênant et la mise en fourrière aux
frais des propriétaires sera demandée au droit du 33, rue d'Albufera du lundi 8 au vendredi 26
mars 2021.

Article 3 : Dans le cadre de l'opération « Cœur de Ville 2020 », le demandeur est exonéré des
droits de voirie conformément à la délibération n°0006/2017 du 31 mars 2017.

Article 4 : la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des
travaux.

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services Techniques, Monsieur le Commandant
de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de
l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 5 mars 2021



Commune de VERNON

Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).